

Issu d'une scission au sein du Groupe Islamique Armé (GIA) en date du 16 septembre 1998, le GSPC (Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat) change officiellement de nom le 24 janvier 2007 et devient Al-Qaïda au Maghreb Islamique. Comment s'est opérée cette mutation et que signifie t-elle ?

1- Les mouvements précédents.

a- Le GIA est une organisation armée dont le but est de renverser le gouvernement algérien pour le remplacer par un État islamique. Il se lance dans une lutte armée violente en 1992 après l'arrêt du processus électoral qui devait assurer la victoire du FIS. Le premier dirigeant ou émir fut Abou Abd Ahmed et le dernier sera Chaâbane Younès dit Lyès tué en décembre 2004.

La transformation du GIA en GSPC résulte de fortes tensions internes entre factions rivales opposées sur des questions doctrinales : par exemple, faut-il punir l'ensemble du peuple algérien de ne pas approuver le projet islamiste? C'était la position de l'émir national du GIA Antar Zouabri [1996-2002] qui justifie ainsi les massacres de la population civile. L'évolution du contexte joua également un grand rôle : le succès de l'action anti-terroriste de l'État algérien en infiltrant les maquis poussa ces derniers à s'entredéchirer. Par ailleurs, la branche armée du FIS, l' AIS, appelle à la trêve en octobre 1997.

b- Aussi, est-il logique que l'acte de naissance du **GSPC** le 16 septembre 1998 soit sous forme d'un communiqué intitulé « communiqué de l'unification ». Le premier émir sera Hassab Hattab¹, ancien émir du GIA en Kabylie. L'objectif est d'unifier les divers groupes d'islamistes algériens de la mouvance salafiste jihadiste et de donner au mouvement une ligne d'action claire. Les musulmans doivent être sensibilisés par la prédication au devoir de jihad , le régime en place qualifié de « renégat » doit être combattu pour être remplacé par le règne de la loi islamique. Au-delà de la lutte armée en Algérie, une dimension internationale apparaît avec la volonté de combattre des idées étrangères impies comme la laïcité, la démocratie, le communisme, la franc-maçonnerie etc. Dès la naissance se dessine cette volonté de se placer dans le sillage de Ben Laden défini le 23 février 1998 comme un « jihad contre les Juifs et les croisés », mais pendant plusieurs années le champ d'action du GSPC se cantonnera à la Kabylie

Ce sont les attentats du 11 septembre 2001 et la guerre en Irak lancée par le Président Bush qui vont relancer la question lancinante chez les terroristes algériens : faut-il se contenter de la lutte sur le seul sol algérien, y compris avec quelques essais au sud contre l'État et les intérêts étrangers, ou faut-il étendre l'action à l'étranger. C'est cette dernière posture qui l'emportera à partir de l'été 2003 avec l'homme qui ne cessait de monter dans la hiérarchie, Abdelmalek Droukdel. Les problématiques régionales (au sens du Maghreb) voire internationales vont progressivement l'emporter sur les seules problématiques nationales algériennes au fil des communiqués du GSPC.

Ce sont les trois grands jihad, afghan [contre les Soviétiques dans les années 80], tchéchène et irakien qui ont créé l'opportunité et les moyens au GSPC de devenir AQMI.

2- Ce changement d'horizon, qui mènera à la création d'AQMI, s'est opéré en trois étapes :

- afin d'entrer en contact avec les réseaux d'Al-Qaïda, le GSPC va se rapprocher des combattants arabes du jihad tchéchène qui serviront d'intermédiaires. Dans les années 90, les luttes pour l'indépendance de la Tchétchénie mêlent des islamo-nationalistes et des jihadistes venus de divers pays musulmans dont ceux du Maghreb. La Tchétchénie sert alors de relais pour les premiers guerriers algériens partis en Afghanistan dans les années 80 lutter contre les Soviétiques. Ces Algériens que l'on surnomme désormais les « Afghans ² », soit retournent au pays, désœuvrés, entraînent derrière eux des jeunes sans travail et sans idéal, et entrent en guérilla, soit, poursuivent leur jihad en Tchétchénie. Le leader de ces « Arabes » en Tchétchénie, Abou Hafs est un homme clef à contacter : membre du Conseil militaire des Moudjahidines locaux et du premier cercle d'Al-Qaïda. Les bonnes relations entre les deux émirs, Abdelwadoud d'Algérie et Abou Hafs en Tchétchénie créèrent un premier rapprochement.
- Le GSPC se met au service de la branche irakienne d'Al-Qaïda afin, à la fois de bénéficier de son prestige, de son savoir-faire, et pour signifier une volonté de se placer dans un jihad mondialisé. Là encore, ce sont des « Afghans » algériens passés directement du front afghan, ou plus précisément du Waziristan pakistanais, zone tribale refuge pour le jihadistes, au théâtre irakien (province d'Al-Anbar le long de

l'Euphrate). Le contact établi avec Al-Zarqawi émir «d'Al-Qaïda au Pays des deux Fleuves » va déclencher un long processus qui aboutira à l'allégeance des jihadistes algériens à Al-Qaïda. Le demande est formulée dès septembre 2005 mais n'aboutira qu'en septembre 2006³, pour n'être rendue publique que le 24 janvier 2007. Pendant ce temps, le GSPC doit faire ses preuves, pour cela, il recrute et entraîne des candidats au jihad pour le compte des « frères irakiens ».

- Ce fut le travail d'Abou Moussab Abdelwadoud [nom de guerre de Droukdel], de fédérer tous les groupes salafistes jihadistes algériens derrière un nouveau projet commun, purement « qaïdiste », où l'objectif du combat n'est plus la seule instauration d'un État islamique en Algérie, mais l'union de l' « Oumma », de toute la communauté mondiale musulmane en un seul État.. **La cible première du jihad devient l' « ennemi lointain », à savoir l'occident.** Les actions vont localement s'orienter vers l' « extérieur », c'est-à-dire, hors peuple algérien: contre la présence étrangère au Sahel : entreprises, rallyes, touristes.., en tentant d'isoler le pouvoir algérien de la population civile (un pouvoir montré comme suppôt de l'étranger agissant contre les intérêts du peuple).

Ainsi donc, ce n'est pas Al-Qaïda qui a cherché à recruter et à convaincre les jihadistes algériens, au contraire, la demande et l'effort pour y parvenir viennent entièrement d'eux. Cela permet une nouvelle légitimité, un nouveau prestige pour une organisation qui s'étiolait face à un certain succès de la répression ou de la politique de réconciliation. L'action consistant à viser les populations et l'État algérien ne suscitait plus assez de vocations. Il fallait changer, il fallait s'étendre, notamment la « 9e région » du GSPC dont dépendait déjà le Sahel, était à court d'appui logistique et de financement. Du côté Ben Laden, c'était l'occasion d'avoir une influence sur cette partie du monde musulman où elle était jusque là absente.

3- Ce qui change avec cette nouvelle appellation à partir de 2007 .

a- La nouvelle appellation, en premier, témoigne d'un choix déjà bien orienté. Si en français, l'abréviation usuelle d'**AQMI** est admise pour « Al-Qaïda au Maghreb Islamique » [à l'identique en anglais avec **AQIM** pour « Al-Qaeda in the Islamic Maghreb »], elle ne rend que très imparfaitement l'expression arabe : « **Tanzim Al-Qâ'ida bi-Bilâd Al-Maghrib**

Al-Islâmi », littéralement : « Organisation d 'Al-Qaïda au Pays du Maghreb islamique », une abréviation fidèle à l'expression originale serait **OAQPMI** . Cette nouvelle appellation est réfléchie, discutée et donnée « sur ordre de ben Laden » affirme le communiqué de 2007.

L'expression arabe appelle quelques commentaires significatifs. Maghreb ici désigne un seul espace au-delà du découpage en États issus de la période coloniale et considérés comme une anomalie par les jihadistes. Cette unité maghrébine est justifiée par le glorieux passé de la dynastie almohade qui dominait l'espace Espagne - Maghreb aux XIIe et XIIIe siècles. La Giralda de Séville (minaret de 1184) n'est-elle de même style et de même époque que la Tour Hassan de Rabat ou la Koutoubia de Marrakech ?

Cette nouvelle branche d'Al-Qaïda est ainsi la quatrième du groupe après celles d'Arabie, d'Irak et d'Afghanistan.

b- Un des enjeux est alors l'unité, tant organisationnelle que territoriale

- la nouveauté pousse à l'**unification des différents groupes salafistes jihadistes du grand Maghreb**, et ce malgré les vieilles réticences des Algériens à l'égard des autres, Marocains notamment. En fait, le terrain d'entente avait été préparé par ce travail mené en commun en faveur du jihad irakien depuis 2004. Les divers mouvements ont donc accepté de se mettre sous la houlette du GSPC algérien, le groupe le mieux préparé pour entrer en allégeance au mouvement de Ben Laden. Ainsi, dans la nouvelle AQMI, se retrouvent, outre le GSPC qui en constitue le noyau, le GICM⁴ marocain, le GICL libyen, le GICT Tunisien ainsi que de petits groupes issus des pays du Sahel (Niger, Mali, Mauritanie). Il faut donc bien comprendre qu' AQMI n'est pas la simple continuation du GSPC algérien sous un nouveau nom.
- C'est désormais l'**umma musulmane** (l'ensemble formé par les fidèles musulmans) qui compte et non le morcellement en États, en pseudo-nations opposées entre elles, Algérie, Mauritanie, Maroc etc. Les frontières nationales, reliquat colonial, ne comptent plus. Ce grand espace Maghreb Sahel est censé devoir pour toujours être musulman à l'exclusion de toutes autres religions. Le nouveau discours rappelle à tout musulman son devoir de jihad et d'unité dans le combat.⁵ L'objectif politique est clair, il s'agit de

recréer un « califat » qui aurait à terme autorité sur tous les musulmans. Cependant, nous devons considérer cela comme relevant plus d'une rhétorique incantatoire que d'une réalité opérationnelle immédiate, mais, on retrouve toujours ce souci de justifier théologiquement par le Coran. Cet État islamique escompté ne peut s'obtenir par les urnes (comme l'avait cru le FIS en Algérie ou d'autres islamistes dans certains États musulmans) mais par les armes, par le jihad seul. De ce point de vue, il y a un glissement doctrinal, du seul salafisme au seul jihadisme, doctrine de Ben Laden.

c- La nouvelle organisation comporte un commandement commun, situé en Kabylie avec **Droukdel**, sur tout cet espace lui-même divisé en cinq régions militaires. Celle qui couvre le sud algérien et le sahel a gardé l'ancien nom de « neuvième » sous le commandement de Yahia Djouadi alias **Yahia Abou Amar** Etiarti dit l'« Emir du Sahara »⁶. En panne d'influence tant en Afrique du Nord qu'en Europe, AQMI donne la priorité à sa branche saharienne.

Ce sont de petits effectifs, très mobiles, qui sillonnent la bande sahélienne. Sur un total qui ne doit guère dépassé un millier d'hommes, mis à part quelques dizaines de Mauritaniens, de Libyens, encore moins de Marocains, de Nigériens et de Maliens, l'essentiel des combattants est issu du GSPC d'Algérie.

Les hommes sont réunis en petites unités de base, les **katiba** (nom issu des compagnies légères de l'armée de Libération Nationale algérienne) de l'ordre d'une centaine de combattants, ou de sections [**seriya**] d'une trentaine seulement.

Ces katiba sont réparties sous deux commandements (deux brigades) : à l'ouest du Sahel⁷ avec Mokhtar Belmokhtar (Mauritanie, sud Algérie), et à l'est⁸ avec Abou Zeid du nord Mali au sud tunisien.

Les « cultures » sont un peu différentes, par exemple Abou Zeid, en pur jihadiste, n'hésite pas à exécuter ses otages, alors que Belmokhtar finit par les libérer (les 2 humanitaires espagnols en août 2010).

- **Mokhtar Belmokhtar** est un ancien d'Afghanistan, toujours nomade malgré sa richesse accumulée depuis de nombreuses années, c'est un homme indépendant de la hiérarchie mais indispensable. Aux attentats-suicides du nord (Kabylie) il préfère le

contrôle (très « juteux ») des divers trafics du sahel, des armes, véhicules, cigarettes, drogues, migrations humaines, braquage, enlèvements etc. Avec cet argent c'est lui qui alimente l'ensemble en armées et véhicules.

- **Abou Zeid**, lui n'a jamais occupé de responsabilité au sein du GSPC, il a connu ces derniers temps une ascension fulgurante. C'est un peu l'équivalent de Al-Zarqaoui d'Irak, un homme très déterminé, brutal, le plus idéologisé du groupe, le plus représentatif d'Al-Qaïda. L'ex-otage français qui lui a parlé, Pierre Camatte, le décrit comme « petit, maigrichon, qui ne dégage rien physiquement, mais qui est très respecté par son entourage ». « Il veut absolument appliquer la charia à tout, y compris aux otages, il accepte de négocier mais avec des règles conformes à la charia, avec des intermédiaires qu'il juge être de bons musulmans. Il comprend le français mais refuse de parler la *langue du colonisateur* ».
- Les deux hommes sont-ils rivaux ? Les experts semblent être partagés sur ce sujet important pour l'avenir de la direction *Aqmi Sahara*. Si leur tempérament en effet les oppose, il semble qu'ils fassent tous les deux mois un communiqué commun de situation. Ils se connaissent bien, sont de la même génération, sont mariés avec des épouses issues de grandes familles touareg.

En tout cas, cette branche saharienne a du mal à contacter Aqmi central (dirigé par Abdelmalek Droukdel) qui se trouve encerclé en Kabylie par l'armée algérienne. Cette dernière, aidée par la population kabyle qui ne supporte plus les exactions des terroristes, lamaine sérieusement les forces jihadistes dans cette région. C'est peut-être ce qui a incité les preneurs d'otages d'Arilit à proposer à la France de négocier directement avec Ben Laden. La chaîne de commandement est actuellement très perturbée, car le siège central d'Aqmi, assiégé, dépend financièrement des recettes de sa branche saharienne, de plus, Izza Rezki, le financier d'Aqmi vient d'être tué.

Ainsi, dans ces conditions, l'on comprend l'activisme un peu brouillon et concurrentiel des deux brigades sahariennes, pratiquement autonomes.

Ces brigades sud recrutent localement dans cet espace sahélien où sévit sécheresse et pauvreté, mais le critère religieux jihadiste fait de plus en plus de place au critère mafieux. Des ouvertures sont actuellement tentées en direction du Front Polisario au Sahara Occidental (volonté d'accès à l'Atlantique?) L'encadrement demeure pour l'essentiel algérien.

On retrouve certains émirs « historiques », qui n'hésitent pas à se donner des pseudos prestigieux : Yahia Djaoudi se fait appelé Abou Ammar (souvenir de Yasser Arafat).

Avec cette « internationalisation », **la cible** change, le combat glisse de l'ennemi intérieur ou proche à un ennemi lointain, extérieur, à savoir les intérêts occidentaux dans un espace considéré comme totalement musulman. Depuis cet été, Aqmi menace directement la France, l'ennemi français lui a été désigné par le commandement central d'Al-Qaïda. La France, ex-puissance colonisatrice, active dans le combat en Afghanistan, pays laïc qui légifère ces temps-ci contre certaines pratiques musulmanes, est ainsi la cible idéale pour la nouvelle organisation, Al-Qaïda centrale se réservant, si l'on peut dire, le cas américain.

Le mode opérationnel change également avec l'usage de tactiques importées du jihad irakien⁹ comme les attentats à l'explosif soit à l'aide de véhicules piégés soit par le biais de « kamikazes », ou plutôt, d'attentats-suicides, de candidats au martyre pour employer une expression plus adaptée.¹⁰

Conclusion .

AQMI est donc issue des mouvements radicaux de contestation du pouvoir en place en Algérie au début des années 90. Du GIA encore islamiste, nous sommes passés progressivement avec le GSPC et AQMI, à un mouvement d'une autre nature, le salafisme jihadiste. L'opinion commune, incitée en cela par les médias, utilise abusivement l'expression « islamisme » comme un terme générique englobant tout ce qu'une posture démocratique et laïque se doit de rejeter et de fustiger. Cette attitude facile n'aide pas à la compréhension des spécificités des deux mouvements maintenant bien distincts, les islamistes d'un côté, comme l'ancien FIS d'Algérie, le Hamas de Palestine, les Frères Musulmans des pays arabes, l'AKP en Turquie..et les salafiste jihadistes de l'autre, dont la figure emblématique est Al Qaïda et maintenant Aqmi au Sahel.

Les islamistes sont d'abord des politiques qui ont une visée sur la société certes, mais surtout sur l'État, leur objectif est la conquête et l'exercice du pouvoir. Ils ont un programme politique et participent au jeu politique de leur pays. Le salafisme-jihadiste est un mouvement radical transnational qui privilégie le jihad au détriment de la problématique de l'État. Le discours sur la restauration du califat est plus incantatoire qu'opérationnel, et

d'ailleurs le califat n'a jamais été le lieu du pouvoir politique. C'est l'action individuelle qui est ici recherchée dans un jihad perçu comme un devoir individuel et permanent pouvant conduire au martyre.

Avec Ben Laden ou AQMI, il n'y a donc rien de global à négocier [les petites négociations ponctuelles lors de prise d'otages sont d'un autre ordre, elles sont ponctuelles et souhaitées dans un besoin concret de financement].

Certes, concrètement sur place au Sahel, toutes les branches d'AQMI ne relèvent pas de cette seule conception, des groupes comme celui de Belmoktar sont très impliqués dans les différents trafics présents dans ces vastes espaces non contrôlés. Notre distinction entre islamistes et salafistes jihadistes n'en est pas pour autant moins pertinente pour appréhender ce nouvel ennemi qui menace nos compatriotes et nos intérêts dans cette partie du monde.

[récemment, Belmoktar a été évincé de son commandement d'une Katiba d'Aqmi en raison de désaccord avec la direction générale en Algérie et de sa grosse indépendance, mais depuis la mi décembre 2012, il a reconstitué autour de lui une nouvelle Katiba, peut-être constituée d'éléments autres, venus en partie de Libye et d'Egypte comme le laisse entendre la prise d'otage de janvier 2013 à In Amenas en Algérie. Il y a là de sa part, entre autres, une volonté de rebondir comme acteur important dans le jihad régional.]

Christian BERNARD

1Cet ancien officier des forces spéciales prend le maquis suite au coup d'État de l'armée algérienne en janvier 1992. de 93 à 96 il est membre du GIA puis participe à la fondation du GSPC. Il en démissionne en 2004, condamne les attentats suicides d'avril 2007. Il accepte la politique de réconciliation nationale du Président Bouteflika et se rend aux autorités en septembre 2007. Il est depuis en prison.

2Ces « Afghans », un millier de jeunes hommes environ, ont commencé leur parcours en 1986 dans un pays qui ne propose rien à sa jeunesse. Partis pour le petit pèlerinage à la Mecque, pris en main par la Ligue Islamique Mondiale et financés par l'Arabie, ils se retrouveront dans un camp d'entraînement à Peshawar et pour certains dans les montagnes

afghanes. Ce prestige et le fait d'avoir raison en refusant un système électoral (arrêt des élections en 92) leur confèrent une grande aura auprès de la jeunesse.

3 Communiqué du GSPC le 13 septembre 2006 « Grâce à la seule bénédiction d'Allah et après des tractations et des discussions intenses qui ont duré près d'un an, nous sommes heureux d'annoncer à la nation musulmane et à nos frères musulmans à l'est et à l'ouest, la grande nouvelle que les Moudjahidines ont tant attendue, une nouvelle qui réjouira les Musulmans et attristera les mécréants et leurs suppôts parmi les renégats, c'est la nouvelle du ralliement du Groupe salafistes pour la Prédication et le Combat à l'Organisation d'Al-Qaïda pour le jihad. Nous avons tous prêté allégeance, aussi bien les chefs que les soldats, au cheikh Moudjahid et à l'homme pieux, Abou Abdallah Oussama Ben Laden, qu'Allah le protège. »

4 Le GICM ou Groupe Islamique Combattant Marocain est soupçonné d'être à l'origine des attentats de Casablanca en mai 2003 et de Madrid en mars 2004. Son leader, *Abdelkrim al-Medjati* s'est proclamé émir pour le Maghreb et l'Europe. Le mouvement recrute en partie en France où un procès a été intenté en 2007 contre 8 militants présumés. Le 11 juillet ils ont été condamnés à des peines de prisons sans que l'on puisse prouver leur implication dans l'attentat de Casablanca. Ces prévenus avaient été soutenus par des partis de gauche [PCF, LDH et MRAD] le 12 mai 2007.

5 « Il était indispensable que l'ancienne appellation de notre groupe cède la place à une nouvelle appellation qui montre la véracité de cette unification et la force de notre solidarité » Communiqué du GSPC en date du 24 janvier 2007.

6 Peu connu, de plus en plus le véritable émir du Sahara est Abou Zeid, mais ce dernier, qui se fait appelé Cheikh (le maître, le sage, signe de son ascension rapide dans la hiérarchie) n'en a pas encore le titre.

7 En décembre 2007, assassinat de 4 touristes français, l'attentat raté à Nouakchoot en août 2009 contre les locaux de l'ambassade de France.

8 Mort d'un otage britannique en mai 2009, du français Michel Germaneau en juillet 2010. On ne sait pas si ce dernier est mort assassiné ou suite à sa maladie, contrairement à l'otage anglais qui lui est assassiné sur ordre d'Al-Qaïda central. Ce sont les otages d'Arlit à

l'automne 2010

9Ce jihad irakien est une véritable matrice, les méthodes expérimentées ici sont également en usage de nos jours en Afghanistan.

10C'est ce nouveau mode opératoire qui est mis en œuvre dans les attentas de Casablanca et d'Alger dès le printemps 2007.